

Directive-cadre services

Dans la perspective de l'audition organisée par Mme Evelyne Gebhardt, au Parlement européen sur la proposition de directive services le 11 novembre prochain (voir également bulletin 159), le CELSIG a envoyé une contribution. Le CELSIG insiste, notamment, sur l'absence de cohérence entre la proposition de directive et le débat européen sur les services d'intérêt général (SIG), aussi bien le Livre blanc de la Commission de mai 2004, que la résolution du Parlement européen de janvier 2004, et sur l'absence de prise en considération de la base juridique spécifique pour les services d'intérêt économique général (SIEG) : dans le traité (articles 16 et 86.2) et la jurisprudence de la Cour. Le CELSIG exprime le souhait que : le projet de directive soit mis en cohérence avec le Livre blanc et la résolution du Parlement européen ; qu'une disposition transitoire soit introduite permettant d'exclure les SIEG du champ d'application de la directive dans l'attente du cadre communautaire spécifique élaboré en co-décision, comme demandé par la résolution du Parlement ; que le débat entre la société civile et les instances communautaires (Parlement, Conseil, Commission) se poursuive au delà de l'audition du 11 novembre.

L'intégralité de la contribution peut être consultée sur www.celsig.org

Energie

⚡ **Obligation de service public** : La mise en place d'un mécanisme de compensation d'obligation de service public d'électricité financé par une redevance perçue auprès des consommateurs irlandais a été autorisé par la Commission européenne, le 14 juillet dernier. C'est au titre de la sécurité d'approvisionnement d'un service d'intérêt économique général que les aides ont été autorisées. Applicable à partir de février 2005, le mécanisme financera les mesures prises par le distributeur public d'électricité ESB (Electricity Supply Board) pour assurer une capacité de réserve pour satisfaire les demandes à court terme.

⚡ **Clause de restriction territoriale** : Par deux décisions prises à l'encontre de l'entreprise française Gaz de France (GDF), la Commission a confirmé, le 26 octobre dernier, que les clauses de restriction territoriale sont illégales en ce qu'elles constituent une restriction de la concurrence au sens de l'article 81 du traité. Aucune sanction n'a été prise car GDF a corrigé les contrats de transport de gaz passés avec les entreprises italiennes ENI et ENEL, qui contenaient des clauses leur interdisant de commercialiser le gaz, selon les cas, soit sur le territoire français, soit hors d'Italie.

Marchés Publics

Dans un marché de traitement des déchets passé entre la Ville de Cologne et la société mixte Abfallentsorgungs und Verwertungsgesellschaft Köln mbH (AVG), détenue à 75% par la Ville de Cologne, la Commission conteste l'argument selon lequel ce marché n'était pas couvert par les règles communautaires et qu'il .../..

Services framework directive

In view of the hearing on the services directive proposal, organised by Ms. Evelyne Gebhardt at the European Parliament on 11th November 2004 (see also bulletin 159), CELSIG has sent its contribution. CELSIG insists, in particular, on the lack of coherence between the directive proposal and the European debate on services of general interest (SGI), as presented in the Commission's White Paper of May 2004, as well as in the European Parliament's resolution of January 2004, and, on the failure to take into consideration special legal base for services of general economic interest (SGEI): in the treaty (articles 16 and 86.2) as well as in the Court's case law. CELSIG wishes to see that: the draft directive is placed in coherence with the White Paper and with the resolution of the European Parliament; that a transitional provision is introduced making it possible to exempt the SGEI from the scope of the application of the directive, pending a special Community framework, to be prepared in co-decision, as required by the resolution of the Parliament; that the debate between the civil society and the Community authorities (the Parliament, the Council, the Commission) goes on beyond the November 11th hearing.

The full text of the contribution can be consulted at www.celsig.org

Energy

⚡ **Public service obligation**: The setting up of a compensation mechanism for public service obligation in electricity financed by payments perceived from Irish consumers, was authorized by the European Commission on 14th July 2004. This type of aid was given a go ahead in the interest of security for the provision of services of general economic interest. Coming into effect from February 2005, the mechanism will finance measures taken by the public distributor of electricity ESB (Electricity Supply Board) to ensure a reserve capacity that will meet short-term needs.

⚡ **Clause of territorial limitation**: Through two decisions taken against the French company Gaz de France (GDF), on 26 October the Commission confirmed that clauses of territorial limitation were illegal in that they constitute competition restriction within the scope of article 81 of the treaty. However no penalty was given because GDF amended the contracts for gas transportation signed with Italian companies ENI and ENEL, which included clauses prohibiting them to market the gas, either on the French territory or outside Italy depending on the situation.

Public procurement

In a waste-treatment market, divided between the Town of Cologne and the joint enterprise Abfallentsorgungs und Verwertungsgesellschaft Köln mbH (AVG), held at 75% by the Town of Cologne, the Commission disputes the claim that this market does not come under the Community rules and that it .../...

s'agirait d'une gestion directe. La Commission a décidé d'envoyer une lettre de mise en demeure à l'Allemagne.

would fall under direct management. The Commission decided to issue a letter of warning to Germany.

Information

✍ **Consommateurs** : La Commission européenne a annoncé la création d'un nouveau réseau d'information et de conseil aux consommateurs, début 2005. Ce nouveau réseau proviendra de la fusion des actuels Euroguichets, qui fournissent information et assistance dans les questions transfrontalières, et le Réseau extrajudiciaire européen qui aide les consommateurs à résoudre leurs conflits.

✍ **Citoyens** : La Commission européenne a mis en place un portail Internet de dialogue avec les citoyens pour les informer des droits, législations, démarches à suivre au sein des différents Etats membres de l'Union.

http://www.europa.eu.int/citizensrights/index_fr.cfm

Information

✍ **Consumers**: The European Commission has announced the creation of a new network of information and assistance to consumers by early 2005. This new network will emerge from the fusion of the current Euroguichets, which provide information and assistance concerning cross-border issues, and the European extra-judiciary Network which helps consumers to settle their differences.

Citizens: The European Commission has set up an Internet gateway for dialogue with citizens to inform them about rights, legislations and procedures to be observed within the various Member States of the Union.

http://www.europa.eu.int/citizensrights/index_fr.cfm

Comité économique et social européen

Madame Anne-Marie Sigmund a été élue présidente du Comité économique et social européen (CESE), lors de sa session des 26, 27, 28 octobre derniers, en remplacement de Roger Briesch. Mme Sigmund est une avocate autrichienne qui a présidé le groupe des activités diverses au CESE.

European Economic and Social Committee

Ms. Anne-Marie Sigmund was elected president of the European Economic and Social Committee (EESC), at its session of 26th, 27th and 28th October, taking over from Roger Briesch. Ms. Sigmund is an Austrian lawyer who has chaired the group responsible for various activities within the EESC.

Cour de justice

✍ **Service universel des télécommunications** : Dans un arrêt C-411/02, du 14 septembre dernier, la Cour dit que en ayant opté pour une facturation consistant en un relevé des montants des communications téléphoniques uniquement classées par type de frais et ne faisant pas apparaître un niveau de détail suffisant pour garantir au consommateur un contrôle et une vérification efficaces, l'Autriche a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 14 (paragraphe 2) de la directive 98/CE du 26 février 1998 relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et à l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel. La Cour a rejeté l'argument de l'Autriche selon lequel des factures plus détaillées ne peuvent pas être offertes à un prix raisonnable parce que les règles relatives à la facturation détaillée sont subordonnées aux règles sur la protection des données à caractère privé.

✍ **Conditions dans lesquelles un particulier peut saisir la Cour** : Dans un arrêt C-263/02, du 1^{er} avril 2004, la Cour annule un arrêt par lequel le Tribunal de première instance des CE qui avait adopté une définition élargie de la condition d'atteinte individuelle par une disposition communautaire. La Cour rappelle que les personnes physiques ou morales, destinataires d'un acte communautaire les concernant directement et individuellement, ont la possibilité de le contester devant le juge communautaire, mais que l'annulation d'un acte communautaire de portée générale ne saurait être obtenue par un particulier de manière directe devant les juridictions communautaires. Ces personnes peuvent, soit le contester incidemment à l'occasion d'une procédure mettant indirectement en cause le règlement, soit demander aux juridictions nationales d'interroger la Cour de justice.

The Court of Justice

Universal Service of telecommunications: In the ruling C-411/02, of 14th September 2004, the Court points out that by opting for a billing system which lists charges only according to the type of charge and is not sufficiently detailed to ensure effective verification and control by the consumer, the Republic of Austria has failed to fulfil its obligations under the article 14(2) of Directive 98/10/EC of the European Parliament and that of the Council of 26th February 1998 on the application of open network provision (ONP) to voice telephony and, on the setting up a universal service for telecommunications in a competitive environment. The Court rejected the Austrian claim that more detailed invoices cannot be possibly offered at a reasonable price because the rules on detailed invoicing are subjected to regulations on the protection of data of private nature.

Conditions under which an individual could appeal to the Court: In the ruling C-263/02, of 1st April 2004, the Court set aside a ruling by which the Court of First Instance of the EC had adopted a wider definition of the condition for individual access by a Community provision. The Court points out that the natural or legal persons to whom a Community measure is addressed which directly and individually concerns them, may challenge them before the Community judicature but, by contrast, the annulment of a Community measure of general application, cannot be obtained by an individual directly before the Community judicature. Such people can either contest the validity of the measure by way of an incidental plea during proceedings challenging the regulation indirectly, or ask national courts to refer the matter to the Court of Justice.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.